Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 17 février 2017

n° 19318

Le Premier ministre pourrait proposer un technocrate au poste de ministre de la Justice.
Commission européenne : nous souhaitons soutenir la Roumanie sur des projets pour la construction de nouvelles prisons et dans la rénovation des anciennes.
Visite en Roumanie de Michel Barnier, négociateur en chef de la Commission européenne pour le Brexit.
La Roumanie poursuit son aide financière à son voisin moldave .
« Le gouvernement roumain traque les manifestants », les autorités infligent des amendes à ceux qui prennent part au mouvement anticorruption (Le Monde).

Ministre de la Justice. Le Premier ministre Sorin Grindeanu a déclaré hier qu'il ferait la semaine prochaine une proposition au poste de ministre de la Justice, vacant après la démission de Florin Iordache le 9 février dernier, sous la pression des manifestations. « *Je veux préciser que je prends très sérieusement en compte l'hypothèse de proposer une personne sans affiliation politique. J'ai déjà discuté avec plusieurs personnes qui ont des parcours professionnels incontestables et qui ont fait beaucoup de choses dans ce domaine* » (Gândul.info).

Déplacement du Premier ministre Sorin Grindeanu à Bruxelles. Le Premier ministre roumain a déclaré hier, lors d'une conférence de presse conjointe avec le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans, avoir réaffirmé devant les institutions européennes la volonté ferme des autorités roumaines de poursuivre la lutte contre la corruption. *« Je souhaite voir l'année 2019 sans MCV »*, a-t-il déclaré, en annonçant qu'il allait demander à la Commission européenne d'expliciter certaines recommandations du mécanisme de coopération et de vérification (MCV) afin que la Roumanie puisse remplir tous les critères en vue de la levée du mécanisme (*Agerpres*, *Agerpres*). Frans Timmermans a exprimé l'ouverture de la Commission européenne à éclaircir certains points du MCV.

Se déclarant convaincu que le respect du MCV pouvait conduire à l'irréversibilité de la lutte anticorruption en Roumanie et à la levée du MCV, le vice-président de la Commission européenne s'est toutefois gardé de mentionner un délai, remarquent les médias : « *Si on regarde les rapports des dix dernières années au titre du MCV, on se rend compte que l'on est sur la dernière ligne droite d'un marathon. Le moment quand la ligne d'arrivée sera franchie dépend de la vitesse de la course* ».

Tout en reconnaissant la nécessité de ce que certaines dispositions de la législation pénale roumaine soient mises en accord avec les décisions de la Cour constitutionnelle et la législation européenne, les deux officiels sont convenus que ces modifications législatives devaient être effectuées au Parlement, par consensus large, en impliquant les acteurs institutionnels et la société civile (*Agerpres*). S'agissant du problème de surpopulation carcérale en Roumanie, Frans Timmermans a évoqué la possibilité d'une collaboration de la Commission avec le Gouvernement roumain sur des projets visant à améliorer les conditions dans les prisons, avec une possibilité d'utilisation des facilités offertes par le Fonds européen d'investissements (*HotNews.ro*).

Budget 2017. Le Président Iohannis a annoncé hier avoir promulgué les lois sur le budget d'Etat 2017 et sur le budget de la sécurité sociale, malgré ses réserves. « *Les recettes sont surestimées, les dépenses prévues sont très élevées ; on constate qu'en matière de recettes le Gouvernement s'attend cette année à une augmentation de 14% par rapport à l'année dernière, c'est une croissance phénoménale* » (*Agerpres*). La presse a également fait part de certaines « inquiétudes » au niveau de l'administration présidentielle au sujet d'une

éventuelle rectification du budget qui pourrait s'avérer nécessaire cette année, notamment une révision à la baisse d'environ 3 milliards de lei (0,6 milliard d'euros) du budget du ministère de la Défense consacré à l'acquisition de nouveaux équipements (*Agerpres*).

Visite en Roumanie de Michel Barnier. Au cours d'une visite en Roumanie, Michel Barnier, négociateur en chef de la Commission européenne pour le Brexit, s'est entretenu hier avec le Président Klaus Iohannis. Le chef de l'Etat roumain a souligné que le principal objectif de la Roumanie était de s'assurer que les dispositions de l'accord sur le retrait de la Grande-Bretagne de l'UE protègent les droits et les intérêts des citoyens roumains vivant au Royaume-Uni. Tout en exprimant son appréciation vis-à-vis de la manière dont la Commission européenne coopérait avec les Etats-membres sur la thématique du Brexit, Klaus Iohannis a souligné l'importance de préserver l'unité des 27 Etats-membres dans les négociations avec la partie britannique (*Agerpres*). Michel Barnier a également rencontré Ana Birchall, ministre déléguée aux Affaires européennes (*Agerpres*), George Ciamba, secrétaire d'Etat au MAE roumain (*Agerpres*), ainsi que les commissions parlementaires des Affaires européennes (*Agerpres*).

Manifestations. Quelques centaines de personnes ont manifesté contre la corruption à Bucarest devant le siège du Gouvernement pour la 17ème soirée consécutive, en appelant à la démission du Gouvernement Sorin Grindeanu (*Agerpres*). Des manifestations similaires ont eu lieu dans quelques villes de province (*Agerpres*). Par ailleurs, une centaine de personnes ont continué à appeler pour le 12ème jour consécutif à la démission du Président Klaus Iohannis, dans le cadre d'une manifestation organisée devant le palais présidentiel (*Agerpres*). Une manifestation pro-gouvernementale plus ample a eu lieu hier à Caransebes, la ville natale du Premier ministre Sorin Grindeanu, avec environ 700 participants (*PRO TV*).

L'organisation non-gouvernementale *Funky Citizens* a dénoncé sur *RFI Roumanie* les « intimidations » des manifestants par les autorités, en faisant notamment référence à l'enquête sur les parents ayant emmené leurs enfants aux manifestations.

« Une manifestation anticorruption d'ampleur, organisée par les Français, s'annonce dimanche en plein cœur de Paris : *La Roumanie nous montre l'exemple en ce moment* ». *HotNews.ro* s'intéresse au rassemblement contre la corruption des élus annoncé sur les réseaux sociaux pour dimanche 19 février à Paris, place de la République.

République de Moldavie. Le conseil des ministres a approuvé hier le versement à la fin du mois d'une deuxième tranche d'une valeur de 50 millions d'euros, du prêt de 150 millions accordé par la Roumanie au pays voisin. Une première tranche d'une valeur de 60 millions d'euros avait été versée en août 2016. La loi ratifiant le prêt a été promulguée en mai 2016. Le prêt était conditionné à des mesures de réforme dans le secteur bancaire et dans les domaines de la justice et de la lutte anticorruption (*Adevărul*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- « *Le gouvernement roumain traque les manifestants* », les autorités infligent des amendes à ceux qui prennent part au mouvement anticorruption (*Le Monde*).

- « *La jeune génération roumaine ne laisse rien passer* », Les parents avaient manifesté pour évincer Ceausescu en 1989. Les enfants protestent pour protéger les progrès démocratiques de leur pays (*Slate.fr*).

- « *Roumanie. Un art de manifester très coloré contre la corruption* », Les manifestations anti-corruption qui secouent la Roumanie depuis la fin du mois de janvier feront date. Non seulement parce que le gouvernement a dû reculer et a retiré son décret dépénalisant certains faits de corruption, mais parce que les Roumains ont fait preuve de créativité, avec leur mode coloré de protestation (*Ouest France*).

- « Haro *sur la corruption en Roumanie. L'Union européenne et la société se mobilisent* » (*La Documentation française*).

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie